

<https://acdn.net/spip/spip.php?article322>



1977-2007 : Malville, SuperPhénix : 30 ans de défaite

- Accueil - Actualités - Autres sources -

Date de mise en ligne : mardi 24 juillet 2007

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

ACDN a reçu cet article non signé. Nous l'estimons suffisamment intéressant pour le publier, en attendant de pouvoir rendre à l'auteur ce qui lui revient.

L'air silencieux est saturé de poussière et rien ne bouge au soleil, devant la centrale, ni dans les villages autour, trop propres, pimpants et peuplés de maisons neuves, de style lotissement. L'argent d'EDF se voit dans le paysage. La poussière vole de la cimenterie voisine, du va-et-vient des camions aux heures ouvrables et du sol desséché ce midi de juillet. Mais le plus funèbre reste cette "jachère fleurie, initiative des chasseurs et des agriculteurs", au pied de l'énorme cloche de béton, toujours effroyable dans cette verdure qu'elle écrase de sa masse.

Aux amnésiques et aux nés d'hier on rappellera qu'ici, le 31 juillet 1977, 5000 gendarmes repoussèrent 60 000 manifestants sous un déluge de pluie et de grenades à effet de souffle, laissant un mort à terre, Vital Michalon, et une centaine de blessés, dont deux mutilés, Michel Grandjean et Manfred Schultz. Ce rassemblement constituait à la fois l'apogée et la fin d'un cycle (1967-1977). D'autres manifestations avaient rassemblé plus de monde dans les années soixante-dix. Certaines, notamment des manifestations anti-fascistes, avaient été plus offensives et quasi-militaires. Mais jamais avant, et jamais depuis, la contestation ne fut à la fois plus massive et plus radicale, dans ses moyens comme dans ses objectifs. Et c'est pourquoi nul mouvement, nulle manifestation de l'époque ne furent plus niés et refoulés que celui-ci.

(Voir "[Mémento Malville](#)")

et "Les Mythes décisifs", in "Histoire lacunaire de l'opposition à l'énergie nucléaire en France", Editions La Lenteur, 2007)

C'est aussi qu'il s'agissait d'une défaite, et qui pis est d'une défaite honteuse, largement due à l'insanité de la direction qui avait fini par s'emparer de ce mouvement pour l'envoyer dans le mur. Pour l'essentiel, des individus ayant depuis fait carrière dans la gestion des nuisances et la bureaucratie écologique (agences gouvernementales, appareils politiques et administratifs). Piètres carrières sans doute, mais à la mesure de leurs capacités.

Vingt ans plus tard, en 1997, l'impudence franchit un nouveau degré. Le 19 juin, Jospin, premier ministre de la "gauche plurielle" annonce l'arrêt définitif de SuperPhénix. Habilement présentée comme une concession à Dominique Voynet, ministre de l'Ecologie, et à ses alliés Verts, cette décision permet d'une pierre trois coups : d'enrayer une hémorragie financière ; de flatter les dirigeants Verts et leur séquelle en leur faisant croire à leur importance ; de détourner sur eux l'ire de tous les électro-poujadistes d'EDF, du CEA, et des entreprises sous-traitantes, syndicats et partis confondus, du PC au Front National.

Le Monde (8/08/2003) livre le secret de polichinelle de cette "victoire" :

"Ce n'est pas tant les écologistes qui ont gagné dans cette affaire que les financiers qui ont fini par convaincre les politiques de mettre un terme à des années d'atermoiements. Dans un rapport de 1996, la cour des comptes avait estimé à 60 milliards de francs (9,15 milliards d'euros) le coût complet de la centrale, de l'investissement initial (4,27 milliards d'euros) à la "déconstruction totale et au traitement des déchets, en passant par les quelques années d'exploitation"."

2007. Trente ans plus tard, la défaite continue. SuperPhénix, outre de multiples ravages et un sacrifice humain, aura coûté 10 ans de construction et 25 ans de déconstruction pour 53 mois de fonctionnement entre 1986 et 1996. Cependant les 9 ou 10 milliards d'euros engloutis dans cette pyramide éphémère n'auront pas été dépensés en vain. Ils auront alimenté le comité d'entreprise d'EDF, financé des emplois, des taxes professionnelles, la croissance, le

Produit National Brut. Des petits esprits diront, pourquoi n'avoir pas construit une vraie pyramide ? Après tout, les constructions somptuaires et monumentales ont de tout temps fourni de l'ouvrage aux entrepreneurs. Mais l'héritage de SuperPhénix ne se borne pas à une poignée de cours de tennis et de salles polyvalentes dans le canton de Morestel.

Au terme de sa déconstruction, le surgénérateur mort-né laissera un tas de 70 000 mètres cube de béton pétris de 5500 tonnes de sodium. Seul moyen de neutraliser une substance spontanément inflammable à l'air libre. Et une piscine de 14 tonnes de plutonium, produit ultra-toxique et radioactif de la réaction nucléaire. L'inhalation d'un milligramme de plutonium suffit à provoquer un cancer et sa période de demi-vie est de 24 000 ans.

Le véritable héritage de SuperPhénix c'est la nécessité de conserver un corps de spécialistes et de militaires pour surveiller et traiter ces déchets, et ceux de toutes les autres centrales, pendant des milliers d'années. C'est-à-dire, peu ou prou, un appareil d'Etat. À moins que d'ombrageux libertaires ne proposent la gestion de ce nucléaire résiduel sur le modèle de la Commune de Paris : en assemblée générale des habitants du Sillon Alpin, avec élection à tous les postes, et mandats révocables à tout instant - sans compter la parité et le quota dû à la "diversité".

Malgré l'échec de SuperPhénix, les nucléocrates auront atteint leurs objectifs : la casse du mouvement anti-nucléaire dans les années 70, et la prise en otage de la population pour tout l'avenir prévisible. Pis : sous le double prétexte de la crise de l'énergie et de celle du climat, ils orchestrent maintenant un "retour au nucléaire", dont nous ne sommes jamais sortis, et dont nous ne sortirons jamais pour les raisons susdites. Les centrales nucléaires prolifèrent sur tout le globe, en Chine en particulier. EDF lance à Flamanville son programme de centrales EPR de "4e génération". Et le 28 juin 2005, les grandes puissances (Union Européenne, Etats-Unis, Japon, Corée du Sud, Fédération de Russie, Chine, Inde) décidaient l'implantation à Cadarache d'ITER, pour International Thermonuclear Experimental Reactor. Un projet mégalomane, dans la lignée de SuperPhénix, visant à créer la fusion nucléaire. Vingt ans de travaux et dix milliards d'euros pour produire l'un des pires aléas technologiques de ce siècle débutant.

La défaite de Malville c'est, trente ans plus tard, qu'elle ait rendu possible le lancement de projets comme ITER. (*)

Post-scriptum :

(*) Lire "ITER ou la fabrique d'Absolu" par Bertrand Louart, rédacteur de "Notes & Morceaux choisis, bulletin critique des sciences, des technologies et de la société industrielle" (52 rue Damrémont - 75018 Paris. <http://NetMC.9online.fr/>).

Une analyse éclairée de cette nouvelle tentative d'aboutir au mouvement perpétuel.